

Il était une fois

Les absentes de l'histoire suisse

Des femmes suisses se plaignent les figures marquantes du récit historique national choisies par la télévision pour combler «une demande d'histoires» sont toutes masculines. La série diffusée en ce mois de novembre explore le geste de Werner Stauffacher, le vainqueur de Morgarten, Hans Waldmann, le maître de Zurich, Nicolas de Flue, l'ermite prophétique, Guillaume-Henri Dufour, le premier général suisse, Alfred Escher, le constructeur du Gothard, et Stefano Franscini, le premier conseiller fédéral de Suisse italienne. Les quotas régionaux de héros sont respectés, mais oups, il manque les héroïnes. Les plaignantes ne se reconnaissent donc pas dans «cette histoire d'hommes». Les producteurs de la série résistent: «À l'époque, se lamentent-ils, les femmes ne jouaient pas de rôles dirigeants. Vous avez mal cherché, objectent les accusatrices, rétées.

Un petit essai de Pierre Bergougno, qui éclaire cette polémique: l'écriture rappelle que l'écriture, apparue vers le quatrième millénaire, a servi à marquer sur un support solide les transactions matérielles - inventaires, commerce d'esclaves, testaments - quand elles se sont intensifiées au-delà des capacités de la mémoire. Dans les premiers empires de l'Antiquité, l'écriture fixait l'ordre hiérarchique. Ce sont les signes «rois», «grands», «ils qui ont été découverts dans les débris du Persépolis. En Iran, on lit en trois langues les conquêtes de Darius. Mille ans plus tard, un scribe sumériote écrivait les aventures de Gilgamesh, roi d'Uruk, en quête d'immortalité.

L'écriture, dans les premiers temps, exigeait un apprentissage prolongé, réservé à des techniciens. Ceux-ci avaient pour principal sujet les «exploits» (étymologiquement: ce qui demande à être expliqué) de la caste



Joëlle Kuntz



PHOTO: M. VITTORETTI

La Suisse, «une histoire d'hommes».

A l'instar des Landsgemeinde qui les ont longtemps tenues à l'écart de décisions politiques.

27 AVRIL 1970

guerrière, dont les héros abandonnaient aux narrateurs le soin de leur donner une dimension «légitimée» (étymologiquement: ce qui doit être lu). Des âges se passaient entre l'événement et son récit: trois siècles entre la prise de Troie par les Achéens et l'Odyssée d'Homère; trois cents ans entre la bataille de Roncevaux et la Chanson de Roland. Détaché de l'événement, le poète, le scribe ou le chroniqueur avait le loisir de l'ornement, de la réinterprétation, de la diatribe.

Dans les sociétés orales primitives, l'homme ordinaire possédait l'intégralité de la culture de son groupe, il maîtrisait tous les gestes nécessaires à son existence physique, ainsi que les mythes qui l'expliquaient. Tandis qu'à

partir de l'écriture, l'homme des sociétés historiques s'est vu doublement aliéné: matériellement, puisqu'avec l'esclavage et le servage généralisé, le produit de son travail lui échappait, et symboliquement, puisque le sens était confié aux techniciens de l'écrit, qui stockaient sur des tablettes ou des parchemins l'information à laquelle il n'avait plus accès.

Révolution humaine inouïe qui brouillait les limites naturelles de la mémoire et libérait les ressources de la pensée, l'écriture instaurait en même temps l'inégalité. «Le texte d'Uruk, dit Bergougno, annonce pour quatre mille ans la teneur du récit historique. Il ne retiendra, de la vie des hommes,

de celle de la noblesse foncière. Des tribulations de Gilgamesh au pays des eaux mortelles aux intrigues et aux tensions de la société celtique consignée par Saint-Simon, le personnel des épopées, tragédies, ode au prince et oraisons funèbres se recrute, à peu près exclusivement chez les propriétaires des moyens de production, des esclaves, de la terre.»

Les premiers siècles de l'histoire suisse appartiennent à cette culture du récit, même si les paysans sont libres et l'ambition des héros réduite à des dimensions communales. Comme ailleurs, le décalage de temps entre l'événement et sa narration laisse au chroniqueur tout loisir de réinventer ce qui s'est passé, de réarranger la

séquence des faits dans une prose dont il cherche à assurer le succès, à l'abri du regard des étonnés disparus depuis longtemps. L'auteur valorise les traits propres à flatter les pouvoirs du moment, écarte ou ignore les autres. Si des femmes ont joué un grand rôle, rien n'imposait de le mentionner. Bien malin serait le détective capable de dénicher sur la Mère Rousseau dans les cartons de l'archeveuve nationale.

Plus tard, grâce à l'école, l'accès d'un plus grand nombre aux arcanes de l'écrit a infligé aux textes anciens l'épreuve de la vérité. Le temps entre l'action et son récit s'est raccourci. L'histoire a été rendue à ceux qui la font. Exit Les Excellences et le discours pompeux qui leur était prêté, bienvenue aux artisans, aux marchands, aux industriels. Bienvenue aux ouvriers. Et voici bientôt les ouvrières. Les institutrices. Les infirmières. Elles n'ont pas encore le droit de vote, mais une part dans le revenu national brut. Elles sont visibles, donc vues. Citoyennes maintenant, coresponsables du présent et de l'avenir du pays, leur absence dans le récit du passé apparaît comme une anomalie.

La mémoire de la plupart des peuples européens contient son lot de reines, de mères, filles ou épouses de rois, de courtes remplis d'irrigantes honorées d'une biographie. Les Suisses se font une vertu - plus: une identité - d'avoir pas eu à en entretenir. Leur patriotes ne leur prenaient pas tout. Ils n'ont pas eu de quoi payer des châteaux pour la gloire de leurs femmes, ce faut-il s'en plaindre?

Ce qui reste de l'histoire nationale ancienne, c'est ce qui a été écrit pour être lu, la légende. On n'adhère plus aux légendes, on les révisé, on les autopsie, mais elles n'ont pas moins de bons spectacles de cinéma.

* Pierre Bergougno, *Le Style comme expérience*, Editions de l'Olivier, 2013.

Nouvelles frontières

En attendant la 5e modernisation



Frédéric Koller

► Suite de la page 1

Voici une bonne décennie que la Chine attendait cette nouvelle impulsion pour transformer l'économie et la société. Quatre ans après le massacre de Tiananmen, Deng Xiaoping avait lancé une deuxième vague de réformes qui ont propulsé la Chine au rang de deuxième puissance économique mondiale. Mais d'aucuns en Chine qualifient la période présidée par l'ancien chef du parti unique Hu Jintao (2003-2012) de décennie perdue.

Aujourd'hui, les leaders communistes doivent restructurer le pays, car il ne suffit plus que quelques-uns s'enrichissent en Chine. Il faut agrandir le gâteau, répartir les fruits d'une croissance mieux maîtrisée. Plusieurs mesures annoncées hier indiquent que les réformateurs ont le vent en poupe (encore faut-il ne pas s'en tenir à la seule version anglaise proposée par Chine nouvelle qui évoque que les réformes susceptibles de séduire l'étranger). Le signal de leur succès est l'affirmation que la Constitution et l'Etat de droit doivent être portés à un «nouveau niveau». Précision importante, car les conservateurs ont mené ces derniers mois une campagne de «châcun contre les constitutionnalistes» soupçonnés de saper le monopole du parti unique.

Il est donc juste de saluer ce train de réformes qui vont indéniablement dans le bon sens. Mais c'est pour aussitôt s'interroger sur leur portée réelle. A ce stade, aucun calendrier n'est indiqué. Il s'agit en partie d'intentions, d'objectifs à réaliser dans la décennie, ou les décennies à venir. Reste à voir comment elles vont se traduire concrètement dans les faits. Si le président, Xi Jinping, et le premier ministre, Li Keqiang, sont parvenus à imposer un discours réformateur, il ne fait aucun doute que les résistances à ce plan demeurent très fortes.

L'autre grande inconnue est la capacité de mener des réformes libérales sans les accompagner

Xi Jinping veut être le général de la réforme plutôt que le secrétaire d'une caste de privilégiés

d'une transformation des structures politiques. La phrase clé du communiqué du plénum du parti était celle-ci: «Le problème central est la bonne résolution des relations entre le marché et les autorités.» La question de la relation entre l'Etat et le privé, entre le pouvoir et les individus, reste au cœur du débat.

Xi Jinping sait qu'il doit réformer pour répondre aux attentes d'une population mieux éduquée, davantage consciente de ses droits, moins pauvre et vieillissante. Il y a urgence à le faire dans un pays rongé par la corruption, le cynisme et les inégalités. Pour réaliser son programme, il avait

deux options. La première voie nécessitait de libéraliser la sphère politique, ouvrir le marché des idées pour accompagner l'essor du marché des biens. Cela signifiait un recul du parti unique, le renoncement à sa prédominance sur l'Etat, la justice et l'armée. Elle n'est toujours pas à l'ordre du jour.

La voie retenue privilégie le renforcement du rôle du chef d'une dictature dirigée collective depuis trois décennies. La somme des intérêts représentés au sein du parti communiste est devenue le principal frein à toute évolution du pays. Xi Jinping veut être le général de la réforme plutôt que le secrétaire d'une caste de privilégiés. Il aspire au rôle de directeur de l'entreprise Chine plutôt qu'à celui de président d'un conseil d'administration paralysé. C'est pourquoi les réformes annoncées s'accommodent d'un autre discours, beaucoup plus conservateur celui-là, qui appelle les cadres à unifier leur pensée et à développer une culture propre à appliquer les ordres du centre.

La création d'un Conseil de sécurité et d'un «petit groupe dirigeant des réformes» va dans ce sens, à savoir une concentration des pouvoirs. La libéralisation annoncée de l'économie chinoise semble donc devoir se conjuguer avec un renforcement de la dictature. Ce pari n'a rien de nouveau. C'est celui d'un capitalisme autoritaire qui se pose en alternative au capitalisme libéral. Trente-cinq ans après le Deng Xiaoping, la question de la démocratie - la «cinquième modernisation» prônée par Wei Jingsheng - demeure posée.

Ma semaine suisse

Le quatrième âge



François Modoux

«La soixantaine, l'âge de tous les possibles», proclame *Le Nouvel Observateur* sur une couverture consacrée aux «sexagénaires». Amour, loisirs, travail, les baby-boomers grisonnent mais ils ne veulent pas vieillir. Leur vitalité et leur pouvoir d'achat sont les clés de leur insouciance revendiquée. Les veinards, ils ont tout eu: profité des décennies dorées; joué de la libération des meurs avant le sida; fait carrière avant que le marché du travail ne s'ouvre à la concurrence globale. Ils n'ont pas connu les soucis de l'avenir et aujourd'hui ils profitent de bonnes retraites, alors que leurs suivants se demandent si les régimes de pension, demain, suffiront à les loger et les nourrir.

Car nous vivons un basculement. Christian Lalivé d'Epiny et Stefano Cavalli l'évoquent dans *Le Quatrième Âge*, synthèse de leurs travaux sur la retraite, cette création que l'on croyait, dans l'euphorie des Trente Glorieuses, acquise, se révèle aujourd'hui précaire. De nouvelles réalités «mettent à mal l'idée d'un progrès en marche irrésistible», écrivent-ils. Le quatrième âge s'impose comme une évidence, avec ses questions contraires. En avons-nous pris conscience? En mesurons-nous les conséquences? En 1900, la Suisse ne compte que 17 000 personnes âgées de 80 ans et plus. En 1970, 110 000. Ce chiffre a triplé (390 900) quarante

ans plus tard (2012). Le seuil du demi-million sera franchi en 2050. Le quatrième âge, selon Lalivé d'Epiny et Cavalli, est aussi ancien que l'être humain; la nouveauté, c'est que la phase de la vie marquée par le déclin biologique apparaît de plus en plus tardivement et les *oldies old*, les «vieux vraiment vieux», augmentent à un rythme accéléré. De toutes les classes d'âge, celle des «80 ans et plus» croît le plus vite en Suisse. Avec une curieuse inégalité face à la santé et à la mort - les sociologues parlent de «paradoxe des genres»: en vieillissant, la population se féminise. Parmi les personnes de 65 à 79 ans, 53% sont des femmes et 47% des hommes; au-delà de 80 ans, on trouve presque deux fois plus de femmes (64%) que

La démence devient un défi social et de santé publique; la prise de conscience a été lente

d'hommes (36%). Une mortalité accrue des hommes et le privilège de vivre plus longtemps pour les femmes, questionnent les chercheurs? C'est plus tardif! Les hommes jouissent d'une santé un peu meilleure que les femmes, mais ils déclinent et meurent plus vite. En vivant plus longtemps, les femmes sont pénalisées: elles sont davantage touchées que les hommes par la démence, la maladie neurologique qui rattrape les grands vieillards - même les «sexagénaires» n'y échappent pas. La démence, dont Alzheimer est le déclin le plus connu du grand public, devient un défi social et de santé publique. Les malades augmentent au même rythme rapide

que les plus de 80 ans. L'Observatoire suisse de la santé a évalué à 125 000 le nombre de personnes âgées atteintes de 2010. Un nonagénaire sur deux sera bientôt

concerné, met en garde l'Association Alzheimer Suisse. Qui s'en occupera? Comment? Pour quelle facture (déjà 6,9 milliards en 2009), payée par qui? La prise de conscience a été lente. En 2009, deux hommes (Steier et Wehrli) ont pressé le Conseil fédéral d'élaborer une stratégie nationale. Le gouvernement n'en voulait pas circuler, il n'y a rien à voir! Ou plutôt: que les cantons se débrouillent! Le parlement a rappelé l'exécutif à l'ordre. Le National a même adopté les deux textes à l'unanimité, une rareté. Confédération et cantons ont alors créé une commission d'experts, des spécialistes et les milieux concernés. Ce dialogue horizontal, typiquement suisse, débouche sur un résultat symbolique: un document formulant une stratégie nationale sera validé et publié quelque jour prochain. Pour ce qu'on en sait, les cantons restent maîtres de jeu: à eux les initiatives et l'innovation. Le bilan des lacunes (formation, prise en charge, normes de qualité) et la liste des bonnes et mauvaises pratiques sont vu comme autant d'aiguillons qui pousseront à l'action. On mesurera l'esprit et l'ambition de cette stratégie à l'aune de la Constitution suisse, dont le préambule dit: «La force de la communauté se mesure au bien-être de ses membres au lieu de celui de sa majorité.» Nil plus que ce principe doit s'appliquer à nos grands vieillards gagnés par la démence à la fin de leur vie.

* P. Pury, *Le Savoir suisse*, Société, No 93, 2013, 139 p.